

La gauche doit-elle se ré-inspirer de la Révolution française ?



Pour l'historienne Sophie Wahnich, la Révolution est toujours vivante (Arnaud Tracol)

L'historienne Sophie Wahnich raconte le processus de désaffection de la Révolution française. Et invite la gauche en plein désarroi à s'intéresser de nouveau à la période

- **L'OBS.** *«La Révolution française est terminée»: ce verdict, rendu en 1977 par l'historien François Furet, est au cœur de votre essai. Pour vous, bien au contraire, la Révolution est toujours vivante. En quoi cet événement vieux de plus de 200 ans peut-il nous aider à comprendre le monde d'aujourd'hui?*

Sophie Wahnich. François Furet écrit cette phrase à un moment où se répand l'idée que le système politique et social des démocraties occidentales est achevé. Selon lui, l'héritage n'est plus discuté, et l'histoire de la Révolution cesse d'être un enjeu politique. En 1989, Francis Fukuyama généralise le propos en décrétant *«la fin de l'histoire»*. Il va falloir assumer de vivre dans un monde désormais fixe, présenté comme quasiment naturel.

[Ce que fut François Furet](#)

Or, aujourd'hui, les bouleversements provoqués par la globalisation obligent à reconsidérer cette idée. Non, rien n'est jamais terminé. Partout sur la planète les peuples manifestent leur volonté insistante de reconquérir leur pouvoir souverain et de faire basculer l'histoire. Dans ce contexte, va-t-on continuer d'affirmer que la Révolution française ne peut plus rien offrir de pertinent à quoi réfléchir ? Ce ne fut pas un petit événement, tout de même. C'est plutôt un vaste laboratoire où la plupart des questions sur lesquelles ont buté les printemps arabes, le mouvement des places ou [Nuit debout](#) ont déjà été posées.

Prenez la question de la révolution comme conquête du pouvoir d'Etat, qu'on oppose souvent à la révolution comme foisonnement d'initiatives de la société civile. Eh bien la Révolution française a été d'une grande inventivité sur les deux plans et dans leur articulation. Elle crée un grand pouvoir législatif jusqu'en 1794 avec l'Assemblée nationale, et elle voit éclore un espace

démocratique foisonnant, avec les sociétés politiques, les sociétés fraternelles, les sections, les assemblées de village, les fêtes. Tout cela forme ce que j'appellerais un pouvoir «communal» efficient.

Ce pouvoir «communal» est-il à rapprocher du pouvoir «horizontal» de la démocratie participative dont on entend beaucoup parler aujourd'hui, par opposition au pouvoir «vertical» des institutions politiques?

On peut le dire ainsi, sauf que, de nos jours, ces deux mondes sont coupés, ce qui n'était pas le cas pendant la Révolution. Les «députations» à l'Assemblée (délégations de citoyens autorisées à s'adresser aux députés), les adresses, les pétitions, les courriers assuraient une circulation intense. Voilà qui pourrait nous être une source d'inspiration. Il est toujours intéressant de comprendre comment un peuple s'est emparé de sa souveraineté. C'est pourquoi je crois qu'il est utile de rouvrir le débat sur la Révolution française, que certains penseurs des années 1970 avaient déclaré clos.

[Que demande le peuple ?](#)

Ce processus de «clôture», découvrez-t-on dans votre ouvrage, s'engage dès les années 1960, avec deux grands penseurs: Sartre et Lévi-Strauss. Que disaient-ils de la Révolution?

Sartre en parle longuement dans un ouvrage majeur qui - ce n'est pas un hasard - a été largement oublié : «la Critique de la raison dialectique». Il y déploie un sujet qui devient libre lorsqu'il participe à l'action collective d'un événement de liberté. Sartre érige la Révolution française en symbole de ces moments émancipateurs et décline une conception de l'Histoire proche de celle de Walter Benjamin, qu'il avait publié dans «les Temps modernes» en 1947. Pour lui, on ne fait de l'Histoire qu'habité par l'inquiétude du présent, et afin de revenir plus lucide dans ce présent.

Lévi-Strauss va critiquer cette conception. L'anthropologue estime que chercher dans le passé des outils pour le présent ne relève pas de l'esprit scientifique qui doit animer un chercheur. Dans les tribus sauvages qu'il a étudiées, les mythes ont le rôle que, selon lui, Sartre fait jouer à l'Histoire et plus particulièrement à l'histoire de la Révolution française. Les sociétés occidentales ont peut-être besoin d'histoires qui jouent le rôle des mythes, mais celles-ci n'ont pas à jouir d'un statut scientifique.

En fait, Lévi-Strauss remet en question le rôle joué par l'histoire dans les sociétés occidentales. La gauche en faisait un lieu où réfléchir les contradictions du moment afin de produire une dynamique politique. Le structuralisme, lui, veut la réduire à une méthode scientifique pour étudier la variable temporelle des sociétés humaines. La Révolution française va être le terrain privilégié de cette discussion épistémologique.

Dans votre livre, vous racontez votre réaction quand, encore étudiante, vous découvrez cette injonction à dépolitiser la Révolution.

C'était en 1985 et je commençais à me spécialiser dans la période de la Révolution. Venant d'une filiation juive, il était évident à mes yeux que l'Histoire, même savante, devait éclairer le devenir politique des sociétés, entre rêverie politique et antidote au pire. Pour les juifs du XXe siècle, venir en France, c'était choisir le pays des droits de l'homme, où les juifs avaient un statut politique égal à celui des autres citoyens, donc choisir le pays de la Révolution. Je voyais celle-ci comme l'envers du nazisme puisqu'elle avait émancipé les juifs.

Sauf que la toile de fond de cette discussion n'est pas le nazisme, mais l'URSS et le refus des communistes d'alors de reconnaître les crimes du stalinisme. François Furet double sa phrase d'un autre énoncé : la Révolution française a été la «matrice» du Goulag.

Oui et à cet égard la question idéologique a alors repris le pas sur les enjeux de méthode. Dans le contexte ouvert par la parution en 1974 de «l'Archipel du Goulag», d'Alexandre Soljenitsyne, le raisonnement de Furet consiste à dire: la révolution russe, qui a produit le Goulag, se considérait comme une fille de la Révolution française, qui a elle-même produit la Terreur, n'est-ce pas la preuve que le phénomène révolutionnaire porte en lui cette cruauté politique?

La Révolution a ainsi été qualifiée de «*matrice du totalitarisme*», et la discussion historiographique s'est concentrée sur la Terreur. Qui en était responsable? Était-elle nécessaire? Et si toute révolution est cruelle, devait-on y aspirer? La révolution est-elle désirable? Cette réflexion prenait le contre-pied des antitotalitaires de la première heure, ceux de Socialisme ou Barbarie qui, dès 1946, avec Castoriadis et Lefort, dénonçaient la bureaucratie soviétique, la violence de la répression et le Goulag. Pour ces derniers, seule l'utopie révolutionnaire communaliste peut mettre en pièce le totalitarisme. Ce pouvoir communal, constamment délibératif, est l'une des spécificités de la Révolution française. Les nouveaux anti-totalitaires, de fait fort tardifs, en occultant cette dimension de la Révolution française et en comparant la Terreur à l'Etat total de Staline, bannissent le principe même de toute révolution.

Trois malentendus sur la Révolution

Comment cette récusation est-elle accueillie?

Elle imprègne les esprits, comme le prouve «Danton», le film d'Andrzej Wajda, qui sort en 1983. Sous la caméra du réalisateur polonais, la «Déclaration des droits de l'homme» est perdue par la Terreur. Dans l'ouverture, on voit un enfant en train d'apprendre la «Déclaration» par cœur. Il est dans son bain, il a la peau nue et reçoit des claques chaque fois qu'il bute. Il y a quelque chose de sadique dans cet apprentissage. A la fin, le même enfant réapparaît pour dire un compliment à Robespierre, mais sa voix se perd dans une musique terrible, évoquant une Terreur qui aurait effacé jusqu'à la promesse du droit. Quand Jack Lang, alors ministre de la Culture, assiste à la projection, il se lève et se fâche...

Dans le champ philosophique, il faut retenir la réponse de Claude Lefort. Celui-ci accepte de réfléchir sur le parallèle entre Terreur et totalitarisme, mais pointe une différence fondamentale. Là où l'Etat totalitaire fonctionne au secret, sans discussion ni traces, les révolutionnaires de la Terreur ont passé leur temps à argumenter, à se demander s'ils avaient raison ou tort, à faire des rapports, à convaincre la Convention et les clubs. «*La Terreur parle*», dit Lefort, et en cela elle reste démocratique. Il n'y a pas eu de coup d'Etat, les lois de la Terreur sont votées par la Convention, la même qui va renverser Robespierre.

Mais est-elle si fausse, cette idée que la Révolution française a eu en effet des épisodes monstrueux?

Une révolution n'est pas une bataille électorale. C'est un combat radical contre la résistance contre-révolutionnaire.

Le risque constant est celui de la guerre, civile et étrangère. Tout l'enjeu d'un pouvoir révolutionnaire est de limiter au maximum la violence qu'il va opposer à la violence de ceux qui veulent le détruire. Il doit refuser le mimétisme, refuser de ressembler à ses ennemis. Les députés de la Convention avaient une conscience aiguë de ce problème. Constamment, ils ont

inventé des modalités destinées à calmer le jeu et contrôler la cruauté. S'ils n'y sont pas toujours parvenus, certaines de leurs inventions sont de qualité. Lors de la prise des Tuileries, le 10 août 1792, la garde royale a tiré délibérément sur les fédérés et les sans-culottes. Le peuple réclame la justice, laquelle ne va pas assez vite, ce qui débouche sur les massacres de Septembre, un événement punitif d'une très grande violence. Des gens de peu ont été acculés à rendre une justice de peu.

Lorsque Danton proclame: «*Soyons terribles pour dispenser le peuple de l'être*», il dit qu'il faut que la justice soit rendue pour éviter que n'explose d'une manière désordonnée le sentiment d'injustice. Au fond, il s'agit de prévenir toute sortie de l'art politique démocratique. Quant au tribunal de Grande Terreur, qui est au cœur de notre imaginaire de la Terreur, le philosophe Jean-Pierre Faye a rappelé qu'il n'a condamné à mort que 1.376 personnes venues de toute la France.

[«Les horreurs de la Révolution française»... vues d'Angleterre](#)

Vu de 2017, alors que la peine de mort a été abolie il y a 36 ans, ce chiffre paraît énorme.

Il faut rappeler l'imaginaire stoïcien de l'époque. Pour les stoïciens, l'être inhumain doit être détruit, car sinon il risque de détruire le genre humain: c'est un geste de protection de la commune humanité. La mort n'a pas la même signification qu'aujourd'hui, et les révolutionnaires ne cherchent pas à l'éviter, y compris pour eux-mêmes. Pour eux qui ont connu l'Ancien Régime, la liberté est une expérience d'une telle intensité qu'ils n'imaginent pas revenir en arrière. «*La liberté ou la mort*», disent-ils, car seule la vie libre est désormais imaginable, et il faut risquer sa vie - et donc vouloir la Terreur - pour maintenir cette liberté. Robespierre est un mélancolique, donner la mort à ses amis le brûle et, le 9 thermidor, il se laissera arrêter et exécuter sans protester. Ce qui n'aurait pas été le cas dans un régime totalitaire.

Revenons au XXIe siècle: en quoi la compréhension de ces épisodes peut-elle éclairer la gauche contemporaine?

J'en parle dans «le Radeau démocratique» [*recueil d'articles sorti en février aux Editions Lignes, NDLR*]: la Révolution française s'est posé des questions qu'on se pose aujourd'hui. Certes, elle ne les a pas toujours résolues, mais elle les a formulées de manière assez ferme. Dans une période de confusion comme la nôtre, où l'on a tant de mal à poser les bonnes questions, il y a un intérêt évident à retourner à ce que les révolutionnaires ont pu dire sur la violence et la guerre, mais aussi l'universel et l'étranger, l'égalité et l'honneur. Il faut tenter de comprendre ce qui a été récusé par l'oubli de la Révolution et observer en quoi cela manque pour faire face à ce qui nous assaille désormais.

Dans l'ouvrage, vous évoquez un autre thème occulté: l'enthousiasme suscité par la Révolution, qui contraste avec l'apathie qui se dégage parfois de nos sociétés contemporaines.

Qu'ils soient catholiques, déistes ou athées, les révolutionnaires de 1789 étaient de grands croyants. L'enthousiasme - qui veut dire étymologiquement «avoir Dieu en soi» - accompagne toutes les révolutions. Kant, qui avait suivi la Révolution française avec ferveur, voyait dans l'enthousiasme qu'elle suscitait la preuve que le genre humain porte en lui une aspiration au bien universel. Même Foucault, qui, comme Lévi-Strauss et Furet, fut très distant avec l'idée de révolution, infléchit sa position à la faveur d'un reportage sur la révolution iranienne. Il s'est alors intéressé aux soulèvements et à l'enthousiasme qu'ils provoquent. La révolution était redevenue une virtualité constamment renaissante.

Il me semble qu'une partie de la jeunesse actuelle, lorsqu'elle s'enthousiasme pour les mouvements qui dénoncent les injustices, fait scintiller cette virtualité. Je ne crois pas que l'enthousiasme pour la Révolution puisse définitivement mourir. Mais aujourd'hui la contre-révolution est indéniablement forte. De la Révolution dans l'imaginaire social, il ne reste qu'un radeau.

[Mais au fait, quel 14 juillet célèbre-t-on ?](#)

Propos recueillis par Eric Aeschimann

Une période tombée aux oubliettes

La dernière fois que la Révolution française a été l'objet d'une véritable discussion publique, c'était en 1989, avec les cérémonies du bicentenaire mises en scène par François Mitterrand, Jack Lang et Jean-Paul Goude. Depuis, c'est le silence. Qui se réfère encore au serment du Jeu de paume, à la nuit du 4 août, au vote de la «Déclaration des droits de l'homme» de 1793? A l'Elysée, le 14 juillet est devenu l'occasion d'une causerie présidentielle où l'on parle plus de tambouille politique que de vision révolutionnaire. Et quand les dirigeants ou des intellectuels se réfèrent à l'[histoire](#) de la nation, ils citent la Résistance, le Front populaire, les lois de la IIIe République sur la laïcité et l'école, ou encore les Lumières. Rarement 1789. Une exception fut [l'allusion de Manuel Valls... au sein dénudé de Marianne](#).

Mais les choses commencent à bouger. Cet automne, le philosophe Jean-Claude Milner a publié «Relire la Révolution», où il réhabilite le projet de justice universelle affirmée par la Révolution à travers la «Déclaration des droits de l'homme» de 1793. Au théâtre des Amandiers, Joël Pommerat a monté «Ça ira (1) Fin de Louis», première partie d'une vaste fresque sur la Constituante qui a rencontré un large écho dans toute la France. En juin, le cinéaste Pierre Schoeller («L'Exercice de l'Etat») tournera un film sur le sujet.

Surtout, les révolutions arabes et les occupations de places [façon Indignados](#) ont montré que le temps des mouvements populaires pouvait revenir. Et avec lui des questions cruciales: comment éviter les surenchères, le chaos, la violence? Comment ne pas revenir à un état pire qu'avant? Les hommes de 1789 avaient déjà affronté ces dilemmes, il peut être utile de voir comment ils y ont répondu.

E.A.

Sophie Wahnich, bio express

Directrice de recherche au CNRS, spécialiste de la Révolution française, Sophie Wahnich est l'auteur de «l'Impossible Citoyen. L'étranger dans le discours de la Révolution française» (1997) et de «la Liberté ou la Mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme» (2003). En février, elle a publié «le Radeau démocratique» (Editions Lignes) et sort cette semaine «La Révolution française n'est pas un mythe» (Klincksieck).

Paru dans «L'OBS» du 23 mars 2017.



Eric Aeschimann, Journaliste